

Histoire

LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS ET L'AMÉRIQUE LATINE (1971-1981)

Matthieu Trouvé

05/06/2019

La Fondation a réuni le 4 décembre 2018 historiens et témoins à l'occasion d'une journée d'études consacrée au Parti socialiste et à l'international durant les années 1970, période charnière tant pour le socialisme français que pour la mondialisation économique et politique. Matthieu Trouvé revient sur l'intérêt certain porté par le Parti socialiste à l'Amérique latine durant cette décennie, à la fois modèle, source d'inspiration et sujet de nombreux combats politiques et de solidarités internationales.

L'Amérique latine occupe une place primordiale dans la politique internationale du Parti socialiste français dans les années 1970. Il suffit de rappeler que le premier voyage hors d'Europe du premier secrétaire François Mitterrand est effectué au Chili dès novembre 1971. Si des contacts entre les socialistes français et leurs homologues sud-américains existent dans les années 1950-1960, les années 1970 sont marquées par un très net accroissement des liens et des références à l'Amérique latine au sein d'un nouveau Parti socialiste qui cherche à s'internationaliser et à se doter d'une image tiers-mondiste. À l'indifférence de la SFIO à l'égard de l'Amérique latine succéderait ainsi une « vague latino-américaine forte au sein du PS », ou du moins un fort tropisme latino-américain de ce parti.

Cette idée d'une volonté des socialistes français de rompre avec un certain éloignement vis-à-vis de l'Amérique latine doit à la fois être nuancée et replacée dans un contexte géopolitique plus large. En effet, François Mitterrand n'est ni hispanophone ni lusophone et il ne connaît pas bien l'Amérique latine. Le seul voyage qu'il effectue dans cette aire géographique avant d'arriver à la tête du Parti socialiste le conduit au Brésil en 1946, dans un cadre privé, à l'invitation de Roger Gouze, alors en fonction à l'Alliance française. L'horizon extrême-occidental et latino-américain du premier secrétaire reste encore assez flou en 1971, même si l'on note des références à Cuba ou à Ernesto « Che » Guevara, y compris dans sa correspondance privée. C'est surtout l'entourage de François Mitterrand et certains cadres et secteurs du Parti socialiste qui se montrent portés vers tout ce qui se passe en Amérique latine, laquelle devient un laboratoire politique, un sujet d'étude pour le PS, en particulier le Chili, Cuba et l'Amérique centrale. Ainsi, on note une grande production

d'archives sur les liens entre Parti socialiste et Amérique latine tout au long des années 1970-1990, aujourd'hui consultables à la Fondation Jean-Jaurès.

Les années 1970 sont capitales dans l'histoire d'une Amérique latine marquée par des années de plomb, la violence des militaires et les luttes révolutionnaires dans un contexte de guerre froide. L'Amérique latine demeure sous l'influence de Washington qui en a fait sa chasse gardée depuis le XIX^e siècle en vertu de la doctrine Monroe. L'arrivée au pouvoir de Fidel Castro et la crise de Cuba ont contribué à durcir la politique américaine. Au nom de la lutte contre la propagation et la « subversion » communistes, les États-Unis en viennent à soutenir des régimes dictatoriaux dans les années 1960, comme au Brésil où des militaires prennent le pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1964. La mise en place et le renforcement de dictatures militaires proaméricaines se poursuivent dans les années 1970, en Uruguay et au Chili (1973), et en Argentine (1976). L'arrivée au pouvoir de Jimmy Carter change un peu la donne : le nouveau président américain (1977-1980) met en avant une politique de respect des droits de l'homme, ce qui laisse envisager une ouverture. Quelques pays amorcent une timide démocratisation, comme le Brésil à partir de 1979, tandis que d'autres s'enfoncent dans la violence ou la guérilla (Argentine, Amérique centrale). Dans cet ensemble instable, le régime de Fidel Castro offre un modèle à part et Cuba est perçue par la presse socialiste de l'époque comme une expérience socialiste originale, distincte du communisme soviétique, ce qui rompt alors radicalement avec le discours de la SFIO sur le régime cubain.

La France tente d'entretenir une politique de coopération avec l'Amérique latine depuis les années 1960 et les deux tournées du général de Gaulle en 1964 (Mexique en mars, Amérique du Sud en septembre-octobre). Mais les liens entre ce continent et la France restent faibles. Si Valéry Giscard d'Estaing essaie de renforcer les relations avec quelques pays qui apparaissent comme de futures puissances économiques, tel le Brésil où il se rend en voyage officiel en 1978, la politique étrangère française est surtout orientée vers l'Europe, le couple franco-allemand et même l'Afrique.

L'Amérique latine permet ainsi au Parti socialiste d'occuper un espace quelque peu délaissé par la politique étrangère française et d'exercer une influence politique. Après des années au cours desquelles la gauche française non communiste, à l'exception de quelques militants, a été peu familière avec l'histoire ou la politique latino-américaines, les années 1970 marquent la véritable entrée en contact du PS avec l'Amérique latine, qui devient une source d'inspiration, de lutte et d'optimisme. C'est donc la question de la place de l'Amérique latine dans la politique étrangère du Parti socialiste qui est posée. Comment expliquer la passion latino-américaine de la gauche socialiste française ? Comment se manifeste-t-elle ? Dans quelle mesure contribue-t-elle au positionnement et à la stratégie politique du parti ?

De l'indifférence au tropisme latino-américain du Parti socialiste

Quatre facteurs permettent de mesurer et de comprendre le tropisme latino-américain du Parti socialiste français. Le premier d'entre eux est ce que l'on pourrait appeler « le charme discret de la révolution cubaine ». L'arrivée au pouvoir des castristes à Cuba en 1959 a exercé une fascination en Europe dans certains milieux de la gauche et sur des intellectuels. Les images des révolutionnaires cubains barbus triomphant à La Havane font le tour du monde et subjuguent toute une génération de baby-boomers, de militants critiques à l'égard de l'hégémonie soviétique, de leaders tiers-mondistes et socialistes. Elles confèrent à cette révolution un aspect romantique de lutte populaire et militante. Mais les socialistes sont loin d'être unanimes sur Cuba. Guy Mollet prend ses distances à l'égard du régime de Fidel Castro, tout comme de nombreux leaders de la SFIO, au mieux indifférents. Quelques voix à gauche ou parmi les intellectuels se déclarent favorables à Cuba dans la seconde moitié des années 1960, à l'instar de Claude Estier, qui s'y rend en 1966, d'Antoine Blanca, et surtout de Régis Debray qui s'engage dans la guérilla aux côtés du Che. Dans *Le Nouvel Observateur*, François Mitterrand rend hommage en 1967 au guérillero mort en Bolivie et salue le combat de « Che » Guevara, qui est « celui des hommes libres ». De nombreux militants des jeunesses socialistes et du Parti socialiste unifié s'enthousiasment également pour la révolution castriste et la figure du Che devient une icône dans les milieux universitaires soixante-huitards et post-soixante-huitards. À partir de 1971, le Parti socialiste de François Mitterrand se rapproche de Cuba. Le premier secrétaire du PS rencontre une première fois Fidel Castro à Santiago en 1971, puis une délégation socialiste française conduite par François Mitterrand se rend officiellement à Cuba en 1974, preuve d'une plus grande sensibilité pour « l'expérience cubaine ». Celle-ci est perçue sinon comme un modèle, du moins comme une expérience positive de résistance et de liberté, au moment où le Parti socialiste se situe dans une optique plus tiers-mondiste, en rupture avec l'atlantisme de la vieille SFIO et contre l'impérialisme américain. La naissance d'un discours cubanophile, s'il ne fait pas l'unanimité au sein du PS, donne à ses dirigeants une image plus tiers-mondiste et plus gauchiste. Mais Cuba n'est pas la seule référence latino-américaine du Parti socialiste.

L'arrivée au pouvoir de Salvador Allende au Chili par la voie légale et la formation d'un gouvernement d'Unité populaire rassemblant socialistes, communistes et autres formations de la gauche chilienne sont un deuxième élément clé permettant de comprendre le tropisme latino-américain du PS. Le gouvernement d'Allende offre un modèle pour la gauche socialiste française. Dès 1971, François Mitterrand souligne lui-même les ressemblances entre les cas chilien et français :

On est très frappé quand on arrive au Chili par les similitudes de situations, de

comportements, des relations des partis politiques entre eux. Beaucoup de partis, donc une infinité de nuances, les mêmes dénominations, les mêmes alliances. Je dirais même qu'au Chili, il y a encore, je crois, une plus grande richesse de la gamme. Mais cependant au Chili, ils sont arrivés autour d'un pacte d'unité populaire à dessiner un programme d'action. Et ça fait maintenant un an que ce programme d'action est exécuté par le gouvernement issu de l'élection du président Salvador Allende. Alors pour un socialiste français et surtout pour le responsable du Parti socialiste, il y a une riche expérience à tirer. D'abord, comment est-ce que socialistes et communistes, pour ne parler que de ceux-là, en sont arrivés au programme commun ? Ensuite, dans la pratique, comment au-delà de leurs discussions inévitables, parviennent-ils à maintenir une discipline d'action, sans que l'un déborde sur l'autre ? Enfin, et c'est ce que je dirais presque le principal, comment parviennent-ils à maintenir les libertés publiques ? Car je crois que personne ne discute cela. Les libertés publiques sont très scrupuleusement respectées dans le Chili moderne de l'expérience de gauche.

Miroir politique de la situation de la gauche française, le Chili d'Allende est un objet de réflexion pour tous les partis de gauche et à l'intérieur même du PS. Une abondante littérature s'interroge au sein du Parti socialiste sur les leçons de l'expérience chilienne, sur la stratégie d'unification de la gauche, sur la nécessité ou non d'imposer le socialisme face au capitalisme par la voie légale et sur l'ampleur du programme des nationalisations d'entreprises. Le gouvernement chilien d'Unité populaire est perçu comme un laboratoire ou un exemple justifiant la stratégie d'alliance de la gauche voulue par François Mitterrand, justifiant également la dénonciation de l'impérialisme américain et la crise du capitalisme, même si les dirigeants du Parti socialiste soulignent dans le même temps les différences entre le Chili et la France. Ils finissent par proposer, dans le Programme commun de juin 1972 – interprété comme la version française du *Programa básico de gobierno de la Unidad* de 1969 –, un programme de nationalisations moins ambitieux qu'au Chili. Mais le Chili d'Allende est aussi synonyme d'échec. L'assassinat du président chilien le 11 septembre 1973 constitue un choc émotionnel pour toute la gauche socialiste française.

La présence d'exilés latino-américains sur le territoire français à partir des années 1960-1970 est décisive dans l'intérêt croissant du Parti socialiste à l'égard de l'Amérique latine. Chassés de leur pays pour des raisons politiques, ces exilés, militants de la démocratie, pas forcément tous socialistes, trouvent refuge en Europe, tout particulièrement en France, en Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, en Allemagne. Certains de ces exilés entrent en contact avec le PS, soit en raison de liens militants antérieurs, soit en créant de nouveaux liens lors de leur exil en France. Ils jouent un rôle de passeurs et d'intermédiaires entre leur mouvement et un Parti socialiste français qui se fait le porte-parole de leur combat. De là naissent des réseaux et des initiatives

communes en faveur de la lutte contre les dictatures latino-américaines. Autour de ces exilés gravitent, en effet, des comités de solidarité ou d'action avec l'Amérique latine, des cercles ou des organismes de militantisme des droits de l'homme. Certains exilés ont des liens directs avec le Parti socialiste et interviennent comme consultants ou spécialistes de l'Amérique latine. Plusieurs d'entre eux sont sollicités par le PS pour rédiger des notes, rapports d'information à l'attention du secrétariat aux relations internationales du PS.

C'est d'abord le cas des réfugiés chiliens, une des communautés les plus importantes et les plus actives en France, avec des dizaines de « comités Chili » créés par des militants de différents partis, syndicats et mouvements de gauche dans toute la France. Ainsi, plusieurs membres du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) et des intellectuels proches du Parti socialiste comme Alain Joxe sont à l'origine du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. On note aussi l'exemple de la famille d'Alain Touraine, qui a vécu au Chili et est marié à une Chilienne, Adriana Arenas Pizarro, dont la maison devient « un point de ralliement des réfugiés chiliens » où beaucoup de dirigeants socialistes français se pressent. La mobilisation est aussi officielle : l'État français décide de prendre en charge l'accueil des réfugiés, accordant en grande majorité aux demandeurs d'asile le statut de réfugiés politiques.

C'est le cas aussi pour les exilés brésiliens, dont la communauté est aujourd'hui mieux connue grâce à des travaux d'historiens. On compte entre 1000 et 2000 réfugiés brésiliens qui se sont établis en France depuis le milieu des années 1960, et dont l'activisme est contrôlé par la police. Parmi ces exilés, Violeta Arraes Gervaiseau s'est établie en France dès 1964, au lendemain du coup d'État des militaires. Mariée à Pierre Gervaiseau, économiste diplômé de HEC et militant socialiste, elle est la sœur de Miguel Arraes, député travailliste et ex-gouverneur de l'État du Pernambouc au Brésil, en prison de 1964 à mai 1965, lui-même en exil au Chili puis en Algérie. La maison de Violeta Gervaiseau devient un centre de rassemblement pour les victimes de la dictature brésilienne, y compris des hommes politiques, intellectuels et artistes. Violeta Gervaiseau entretient des liens non négligeables avec le secrétariat des relations internationales du Parti socialiste, et notamment avec Lionel Jospin.

On relèvera enfin la présence en France à partir de 1976 de réfugiés argentins – dont, là aussi, la communauté est mieux connue grâce à des études scientifiques récentes. Certains de ces réfugiés bénéficient de l'appui du Parti socialiste durant leur exil forcé. C'est le cas de Hipólito Solari Yrigoyen, militant socialiste argentin, exilé en France après avoir été séquestré, torturé et jeté en prison. Réfugié en région parisienne, il entre en contact avec le maire socialiste de Bondy, Claude Fuzier, qui l'aide matériellement. Yrigoyen poursuit son militantisme aux côtés et avec l'aide du Parti socialiste : il fait paraître des publications, participe à plusieurs manifestations politiques et

culturelles avec des dirigeants socialistes français tout au long des années 1976-1980.

Le dernier élément permettant d'expliquer le tropisme du Parti socialiste à l'égard de l'Amérique latine, ce sont les acteurs mêmes de la politique latino-américaine et ce que l'on pourrait appeler le latino-américanisme des dirigeants du nouveau Parti socialiste. Si, avant 1971, certains militants se sont montrés intéressés par les questions latino-américaines de manière ponctuelle et à la lumière des combats tiers-mondistes, en revanche, au cœur du nouveau Parti socialiste né du congrès d'Épinay, plusieurs cercles d'acteurs latino-américanistes se constituent autour du premier secrétaire du parti et participent peu ou prou à la politique latino-américaine du Parti socialiste tout au long des années 1971-1981.

Le premier cercle de ce latino-américanisme socialiste est celui des « politiques », composé de personnalités plus ou moins proches de François Mitterrand, mais qui ont participé au resserrement des liens entre Parti socialiste et partis socialistes latino-américains, ou bien qui réfléchissent sur un plan doctrinal à la place de l'Amérique latine dans le monde et au sein de la politique étrangère du PS. Où l'on retrouve Claude Estier, hispanophone, ancien militant anticolonialiste, proche des milieux communistes, et qui est de plusieurs voyages en Amérique latine. Personnage clé, Claude Estier est celui qui fait découvrir à François Mitterrand le Chili d'Allende. On peut citer également Alain Vivien ou encore Jean-Pierre Cot qui, sans être des voyages des délégations socialistes françaises en Amérique latine, prennent régulièrement position au nom du parti sur les questions latino-américaines. Député de Savoie, membre de la commission des Affaires étrangères, Jean-Pierre Cot intervient assez régulièrement à l'Assemblée nationale pour critiquer la politique de Valéry Giscard d'Estaing et s'émouvoir du sort des Français disparus en Argentine. Militant du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (Ceres) de Jean-Pierre Chevènement, éphémère responsable du parti sur les questions du tiers-monde et des pays en voie de développement (1973-1975) avant d'être remplacé par Lionel Jospin, Didier Motchane apparaît comme un idéologue sur les questions des liens avec l'Amérique latine et le tiers-monde. Il est l'auteur de nombreux articles sur le thème.

Un deuxième cercle est constitué par les responsables du parti qui ont directement en charge le secteur des relations internationales et, partant, des relations avec l'Amérique latine : Robert Pontillon (1971-1979), Lionel Jospin, d'abord responsable des relations avec le tiers-monde (1977-1979), puis en charge des relations internationales (1979-1981), Jacques Huntzinger (1981-1985), auxquels s'ajoutent leurs adjoints, notamment Yves Lebas, proche de Lionel Jospin, et Nicole Bourdillat, assistante au Centre d'analyse comparative des systèmes politiques de l'Université de Paris 1, auteure de nombreuses notes sur l'Amérique centrale. Ces gestionnaires de la politique latino-américaine du Parti socialiste sont à l'origine d'une grande production de

rapports, comptes rendus, notes écrites et communiqués sur l'Amérique latine. Ils conseillent le premier secrétaire, organisent matériellement les déplacements, reçoivent les délégations latino-américaines en France, assurent le suivi des relations entre le PS et les « partis frères » latino-américains. L'étude des archives révèle la place croissante de Lionel Jospin, qui professionnalise la fonction de responsable du secteur international du Parti socialiste.

Un autre cercle est formé par les « accompagnateurs », qui suivent François Mitterrand dans ses voyages en Amérique latine, à l'image de Gaston Defferre, André Rousselet ou Antoine Andrieux, vieux militant de la SFIO, qui accompagne le premier secrétaire du PS au Mexique, au Costa Rica et au Venezuela. Bien que leur rôle soit plus discret, ils ne sont pas pour autant passifs et, par leur présence, cautionnent la politique latino-américaine du parti. Notons également la présence de Danielle Mitterrand, dont les liens importants avec Cuba apparaissent au grand jour dans les années 1980 et à travers l'association France Libertés.

Le cercle des « spécialistes » est particulièrement important. Il comprend des responsables politiques, politologues, experts, spécialistes de l'Amérique latine, régulièrement consultés, ayant de nombreux contacts avec les dirigeants et hommes politiques latino-américains, auteurs de notes pour le secrétariat des relations internationales du parti. Parmi eux, on distingue les figures d'Antoine Blanca, Alain Rouquié, Renée Fregosi et Jean-Jacques Kourliandsky. Ils ont voyagé dans de nombreux pays d'Amérique latine – Blanca fait partie de la délégation de l'Internationale socialiste qui se rend au Chili au lendemain du coup d'État de septembre 1973 –, ont une très bonne connaissance du « terrain » politique latino-américain, écrivent de nombreux ouvrages sur la vie politique en Amérique latine.

Enfin, dernier cercle latino-américaniste, celui des « influenceurs », en dehors du parti proprement dit, qui regroupe en quelque sorte des « compagnons de route » de la politique latino-américaine et tiers-mondiste du Parti socialiste. C'est le cas des écrivains, intellectuels sensibles aux questions latino-américaines, comme Régis Debray, Alain Touraine, Alain Joxe – frère de Pierre Joxe, sociologue, chercheur spécialisé dans les questions de paix, auteur d'un livre sur le système politique chilien – ou encore Gabriel García Márquez, que François Mitterrand rencontre à plusieurs occasions dans les années 1970. Ce cercle inclut également des mouvements syndicaux proches du PS qui suivent de très près la situation en Amérique latine (Fédération de l'Éducation nationale, CFDT), et que l'on retrouve aux côtés du PS dans les manifestations contre les dictatures latino-américaines. On peut, enfin, intégrer à ce cercle les mouvements de jeunesse socialistes qui ont des contacts avec des secteurs argentins, péronistes et montoneros, ou encore celui des Français de l'étranger où l'on trouve, dans les milieux culturels et les Alliances françaises, énormément de militants ou de sympathisants socialistes à l'origine parfois de la création de sections locales du

Parti socialiste en Amérique latine.

On retrouve plusieurs de ces acteurs dans la politique étrangère française des années 1980, dans les cercles du pouvoir et dans les entourages politiques de François Mitterrand, du Premier ministre ou du ministre des Affaires étrangères. Régis Debray est conseiller pour le tiers-monde et l'Amérique latine à l'Élysée, organisateur du voyage de François Mitterrand à Mexico et à l'origine du discours dit « de Cancún » en octobre 1981 ; Antoine Blanca est conseiller de Pierre Mauroy, puis ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine ; Jean-Pierre Cot est un éphémère ministre de la Coopération ; Jacques Huntzinger est chargé de mission au Quai d'Orsay à partir de 1989. Bien que ces différents cercles soient nombreux et rassemblent une pléiade d'acteurs variés, les figures les plus importantes et les plus engagées dans les liens entre le Parti socialiste et l'Amérique latine dans les années 1971-1981, véritables chevilles ouvrières de la politique latino-américaine du PS, sont incontestablement Claude Estier, Lionel Jospin, Antoine Blanca et Régis Debray, dont les noms apparaissent le plus, non seulement dans les archives, mais aussi à travers les textes et articles publiés dans la presse socialiste de l'époque.

Les acteurs de la politique latino-américaine du PS entre 1971 et 1981



Comment se manifeste l'intérêt du Parti socialiste pour l'Amérique latine ?

Tout d'abord, le premier secrétaire du Parti socialiste effectue quatre voyages en Amérique latine entre 1971 et 1981. Six pays sont ainsi visités par une délégation socialiste dirigée à chaque fois par François Mitterrand : le Chili (novembre 1971) ; Cuba (octobre 1974) ; le Mexique, le Costa Rica et le Venezuela (janvier 1977) ; enfin, la République dominicaine (mars 1980), dans le cadre d'une réunion de l'Internationale socialiste. De grands pays latino-américains ayant basculé dans la dictature militaire, comme le Brésil, l'Argentine ou l'Uruguay, ne sont pas visités pour d'évidentes raisons politiques. Au total, la place de l'Amérique latine dans les voyages de François Mitterrand entre 1971 et 1981 peut paraître relativement modeste par rapport à l'Europe (69 voyages), mais cette impression est à relativiser si l'on prend en compte le fait que l'Amérique latine arrive en deuxième position après l'Europe, devant l'Afrique et l'Asie.

Ces voyages sont la manifestation la plus visible et la plus éclatante de l'intérêt de la direction du Parti socialiste pour l'Amérique latine. En particulier, les voyages au Chili, à Cuba, au Mexique, Costa Rica et Venezuela figurent parmi les mieux couverts par la presse nationale et socialiste, ainsi que par la télévision. Ils constituent une mise en scène politique de solidarités socialistes transnationales et contiennent parfois un certain protocole, voire un certain folklore, comme lors du voyage à Cuba, au cours duquel François Mitterrand reçoit des cadeaux des pionniers de la jeunesse cubaine. À Cuba, c'est même la première fois que le *Líder Máximo* reçoit un dirigeant d'un parti socialiste européen membre de l'Internationale socialiste. Le leader du Parti socialiste y est accueilli comme un véritable chef d'État, avec banderoles, hymnes, défilés. Guidée par Fidel Castro en personne, la délégation socialiste visite également les usines et les comités autogestionnaires de l'île. Rendant compte du voyage, le journaliste de l'ORTF n'hésite pas à dire que, « au cours de ce voyage, François Mitterrand définira ainsi Fidel Castro : un homme modeste et désireux d'être compris, ouvert et généreux. De son côté, Fidel Castro soulignera l'importance [...] de l'unité d'action des socialistes et des communistes français pour les aspirations populaires à des changements démocratiques. »



Les 4 voyages de François Mitterrand en Amérique latine entre 1971 et 1981 :

- Chili (nov. 1971)
- Cuba (oct. 1974)
- Mexique, Costa Rica, Venezuela (janv. 1971)
- République Dominicaine (mars 1980) pour l'IS

Autre manifestation importante de l'intérêt du Parti socialiste pour l'Amérique latine, les contacts entre partis et entre responsables politiques français et latino-américains se multiplient au cours de la période 1971-1981. Ces contacts ont lieu lors de rencontres internationales, dans le cadre de l'Internationale socialiste, ou bien encore à l'occasion de visites de délégations latino-américaines en France. À cet égard, François Mitterrand est un interlocuteur particulièrement recherché et sollicité – on en a la trace dans les archives – pour un entretien, une interview ou une audience plus officielle. Le premier secrétaire du PS rencontre ainsi les grands leaders des partis socialistes « frères », mais aussi des ambassadeurs latino-américains à Paris. À titre d'exemple, il rencontre le Brésilien Miguel Arraes en février 1980, ou bien encore, en décembre de la même année, le Bolivien Jaime Paz Zamora, ancien gauchiste converti à la social-démocratie. À partir de 1977, Lionel Jospin, en tant que responsable du secteur tiers-monde au sein du parti, reçoit également de nombreux représentants de la gauche latino-américaine. Cette multiplication des contacts en dit long sur l'intérêt croissant du Parti socialiste à l'égard de l'Amérique latine, surtout si l'on compare à la situation antérieure à l'époque de la SFIO où les contacts étaient quasi nuls.

Sont également révélateurs de la politique latino-américaine du Parti socialiste les refus des dirigeants du parti de recevoir certaines délégations ou d'entrer en relation avec des mouvements

populistes ou controversés, bien que classés à gauche. Ainsi peut-on analyser les réticences du PS à rencontrer les responsables du Parti démocratique travailliste brésilien, ou bien le refus de la direction d'entrer en contact avec les leaders des mouvements péronistes – malgré des liens entre ces derniers et les jeunes socialistes. Le Parti socialiste privilégie les relations avec les formations membres de l'Internationale socialiste, à l'instar du PS chilien de Carlos Altamirano, ou de l'Union civique radicale (UCR) argentine dirigée par Ricardo Balbín, puis Raúl Alfonsín et qui compte, en la personne de Hipólito Solari Yrigoyen, un représentant de poids en exil à Paris.

Par ailleurs, le Parti socialiste français est à l'origine d'une grande production écrite sur l'Amérique latine, qui aboutit à la constitution d'une science sur l'Amérique latine, fruit de travaux journalistiques internes mais aussi d'enquêtes, de rapports, d'études statistiques et économiques, de réflexions politiques et philosophiques, dont on trouve une trace abondante dans les archives de la Fondation Jean-Jaurès. Ce savoir politique sur l'Amérique latine contribue à forger une vision du sous-continent. En particulier, deux types de productions écrites se distinguent : d'un côté, les publications de la presse socialiste – *L'Unité*, hebdomadaire dirigé par Claude Estier, *Le Poing et la Rose*, *La Nouvelle Revue socialiste* et *Frontière* – avec des articles qui se veulent à la fois engagés et fiables, rédigés la plupart du temps par des « spécialistes » comme Antoine Blanca ; et, d'un autre côté, les communiqués du Parti socialiste sur l'Amérique latine. Ceux-ci sont le fait du secrétariat international du parti, du bureau exécutif ou du comité directeur. Ils tendent à se multiplier au fil des années, en insistant sur la défense de la démocratie, la condamnation des atteintes aux droits de l'homme, l'inquiétude sur le sort des disparus français en Argentine ou en Uruguay, ou sur les procès et le sort des détenus politiques.

Le Parti socialiste apparaît ainsi comme un organe de pression et un acteur engagé des relations internationales. En assurant le suivi quotidien de cette politique, le secrétariat aux relations internationales se présente comme le véritable moteur institutionnel d'une diplomatie parallèle. On note aussi la présence dans les archives du PS d'une abondante documentation générale sur l'Amérique latine, les congrès des « partis frères », ainsi que des documents provenant des ambassades – notes, courriers officiels – tendant à prouver l'existence de liens entre le Parti socialiste et le Quai d'Orsay ou certaines ambassades françaises en Amérique latine. Toute cette documentation montre ainsi l'existence d'un savoir du PS sur l'Amérique latine et contribue à définir une vision géopolitique au sein du parti. Elle démontre aussi l'existence de la circulation d'informations entre le Parti socialiste et l'extérieur, et la science du PS ainsi forgée sur l'Amérique latine repose en partie sur cette information extérieure.

Autre volet important, des activités politiques et culturelles sur l'Amérique latine, multipartisanes et multisyndicales, sont organisées à gauche avec l'appui du Parti socialiste français. Les

dirigeants du Parti socialiste participent à de nombreuses manifestations de solidarité aux côtés des communistes, des syndicalistes de la CFDT d'Edmond Maire ou de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) de James Marangé, pour la défense des libertés en Amérique latine, contre les dictatures militaires. En janvier 1974, un colloque est organisé, en partenariat avec le PCF et des organisations syndicales (CFDT, CGT, FEN), consacré au « miracle économique brésilien » et à la situation des droits de l'homme et du citoyen au Brésil.

Sur le plan culturel, l'initiative vient souvent des municipalités socialistes ou des milieux associatifs proches du Parti socialiste. Il s'agit la plupart du temps d'opérations de promotion de la culture latino-américaine, organisées parfois en lien direct avec des exilés. Ainsi, le festival mondial du théâtre universitaire de Nancy, organisé par Jack Lang en avril-mai 1977, a pour thème l'Amérique latine et expose pour la première fois en France des œuvres de la collection du musée Allende. À cette occasion, une fresque consacrée à Salvador Allende est inaugurée en présence de François Mitterrand et de la veuve de l'ex-président chilien, et le premier secrétaire du Parti socialiste s'engage à rompre les relations avec la dictature de Pinochet s'il parvient au pouvoir. La ville d'Avignon où est élu notamment Dominique Taddei accueille par la suite les collections du musée Allende. La mairie de Bondy dirigée par Claude Fuzier est, quant à elle, à l'origine de la création de l'Institut culturel latino-américain (INCLA), qui est conçu comme un lieu permettant aux exilés latino-américains de se retrouver. Des manifestations ont également lieu à Besançon, ville tenue par le Parti socialiste depuis 1953, où l'on note la présence de nombreux exilés chiliens. Enfin, des dirigeants socialistes sont présents lors des nombreux événements culturels et artistiques – concerts, représentations théâtrales – organisés pour la libération des détenus dans les prisons des dictatures militaires en Amérique latine. Une des premières grandes expositions culturelles du septennat de François Mitterrand se tient en décembre 1982 au Grand Palais, et est consacrée à « L'Amérique latine », sous l'égide de l'association Droits socialistes de l'homme.

L'Amérique latine dans la politique internationale du Parti socialiste

Au-delà de ces manifestations variées de la passion socialiste pour l'Amérique latine, quels sont les principaux objectifs de la politique latino-américaine du Parti socialiste ? Comment restituer la logique de cet intérêt prononcé pour le sous-continent ? Comment situer le tropisme politique du PS pour l'Amérique latine ?

Telle qu'elle se présente dans les années 1970-1980, la politique latino-américaine du Parti socialiste permet, tout d'abord, de critiquer la politique gouvernementale qui privilégie l'Europe et

le pré carré africain, en particulier, de dévoiler l'absence d'ambition de la France en Amérique latine ainsi que l'absence de réaction du gouvernement face aux crimes commis par les dictatures, de pointer du doigt le manque d'efforts du président de la République en matière de défense des droits de l'homme et de la démocratie. On dénonce ainsi l'inaction d'un Giscard d'Estaing qui, certes, daigne recevoir en audience Mme Allende le 26 mai 1977, mais ne soutient pas suffisamment les réfugiés chiliens arrivant sur le territoire français dans les années 1970.

Le Parti socialiste critique, d'autre part, l'aide et la coopération accordées à des régimes militaires latino-américains. Ainsi, lorsque le général Geisel est reçu en visite officielle à Paris par Giscard d'Estaing en 1976 et que le président français se rend au Brésil en octobre 1978, le PS ne manque pas de dénoncer le soutien apporté par la France à des régimes militaires liberticides et fustige la « Realpolitik » française qui, sous prétexte de trouver des débouchés commerciaux pour les entreprises nationales, ignore les droits de l'homme.

Sur le terrain de la lutte contre les dictatures latino-américaines et pour la défense de la démocratie, le Parti socialiste est partie prenante de plusieurs campagnes de mobilisation dans les années 1970. L'Amérique latine fournit le prétexte pour le parti de se poser en promoteur de la démocratie et des droits de l'homme. Trois pays sont particulièrement concernés, avec des nuances chronologiques importantes : le Chili, l'Argentine et le Brésil. Ces mobilisations très variées – massives ou, au contraire, parfois symboliques – sont souvent médiatisées, impulsées et soutenues par des militants de base mais aussi encadrées par la direction du parti.

En vertu du choc provoqué par le coup d'État du général Pinochet, le Chili est le premier pays en faveur duquel les socialistes se mobilisent. Comme l'Espagne franquiste dans les années 1950-1960, le Chili de Pinochet devient dans les années 1970 le symbole d'une lutte que mène la gauche socialiste contre les forces réactionnaires. Dès le 12 septembre 1973, une marche de soutien et de solidarité est organisée à Paris rassemblant François Mitterrand, Georges Marchais, Georges Séguéy et Edmond Maire. De nombreux comités de solidarité sont créés dans toute la France par des sympathisants socialistes, tandis que les fédérations adoptent des motions condamnant la dictature de Pinochet. La mobilisation passe aussi par la musique. Le Parti socialiste finance la production d'un trente-trois tours sur le Chili – « *Venceremos* » – où figurent le dernier discours de Salvador Allende ainsi que des chants révolutionnaires et des poèmes de Pablo Neruda. Mais le Parti socialiste est loin d'avoir le monopole de la lutte pour les libertés au Chili, et le discours socialiste est parfois noyé dans un flot de manifestations.

Si, pour reprendre l'expression de Claude Estier, les socialistes ont le Chili « au cœur » dans les années 1973-1977, ce même Chili disparaît quelque peu des esprits quatre ans après le coup d'État

de Pinochet. À partir de 1976-1977, en effet, l'Argentine mobilise davantage autour de la question de la défense de la démocratie. En particulier, le Parti socialiste est impliqué dans la campagne de boycott de la Coupe du monde de football qui doit être organisée en Argentine en 1978. Cette campagne est orchestrée par le COBA (Comité pour le boycott de la Coupe du monde de football en Argentine) avec Marek Halter, Alain Dantou et François Gèze. Au nom de la solidarité avec les Argentins, la direction du Parti socialiste est sollicitée pour participer à cette campagne, ce qui n'est pas sans poser problème. Faut-il ou non appeler au boycott alors que l'équipe de France s'est qualifiée pour cette compétition sur un plan sportif ? Le parti tergiverse longtemps avant que le débat ne soit tranché par Lionel Jospin et François Mitterrand. Mais la position socialiste reste ambiguë : le PS va moins loin que le COBA et la CFDT à ce moment-là, en demandant aux joueurs de l'équipe de France de ne pas participer à des manifestations contraires « aux aspirations des Argentins à la liberté et à la justice », tout en menant une campagne d'information sur les crimes commis par la dictature en Argentine et sans appeler pour autant au boycott de l'événement sportif. Par la suite, le Parti socialiste poursuit cette politique de « lanceur d'alerte » sur les atteintes aux droits de l'homme en Argentine et les leaders socialistes français participent régulièrement aux actions menées à Paris pour dénoncer les crimes des militaires argentins. Enfin, une délégation argentine composée de représentantes des Mères de la place de Mai et des Parents de détenus et prisonniers politiques en Argentine est également reçue par des représentants socialistes français en janvier 1981.

Même s'il n'en est pas le seul acteur, le Parti socialiste est, par ailleurs, impliqué dans plusieurs campagnes médiatisées en faveur de la libération de prisonniers politiques latino-américains, qui sont à replacer dans le contexte des mobilisations civiques de masse des années 1970. Ces actions sont souvent couronnées de succès et le Parti socialiste y prête volontiers son concours. Le PS participe ainsi à la campagne pour la libération de Miguel Ángel Estrella, pianiste argentin, militant péroniste, exilé, puis arrêté, torturé et emprisonné en Uruguay. Des représentants du gouvernement français, des membres du PCF, mais aussi des responsables gaullistes demandent sa libération. Estrella est finalement libéré en février 1980 et trouve refuge en France. La mobilisation est également très forte pour obtenir la libération de Líber Seregni, leader du *Frente Amplio* uruguayen, arrêté et emprisonné dans des conditions très dures à partir de 1976 par les militaires au pouvoir en Uruguay depuis 1973. Le PS appuie, avec les autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens, la grande campagne internationale lancée à la fin des années 1970 et au début des années 1980 pour obtenir sa libération. Un colloque est même organisé au Sénat à Paris en décembre 1982 par le bureau délégué en France du *Frente Amplio*, avec le soutien de Lionel Jospin, « pour l'amnistie, la liberté de Líber Seregni et de tous les prisonniers politiques en Uruguay ». Par ailleurs, aux côtés des syndicalistes français, notamment de la CFDT, les socialistes mènent campagne pour les libertés syndicales et pour la libération du leader métallurgiste Luiz

Inácio « Lula » da Silva, détenu au Brésil en 1980 et condamné à trois ans et demi de prison en novembre 1981. Enfin, le Parti socialiste est alerté sur le sort de cinq médecins colombiens détenus en Colombie en 1979, accusés d'avoir soigné des guérilleros blessés et d'avoir refusé de les dénoncer aux autorités militaires.

En s'intéressant à l'Amérique latine, le Parti socialiste ne néglige aucune aire géopolitique et se pose en parti d'alternance crédible, capable de mener une politique internationale cohérente, distincte de celle du gouvernement et de celle du PCF. Le parti se situe politiquement dans le camp occidental, dans le soutien à la démocratie, pour la défense des libertés – ce qui fait écho au thème chilien pour un « socialisme dans la liberté » –, et contre une Amérique latine communiste. Dans la vision du Parti socialiste, l'Amérique latine doit être indépendante de l'hégémonie américaine, mais aussi de celle du bloc soviétique. Elle doit se rapprocher de l'Europe par une plus grande coopération. Ainsi l'Amérique latine est-elle, dans le discours socialiste français, synonyme non seulement de révolution, de construction du socialisme libre, d'unité des forces sociales face au capitalisme, mais aussi de développement, d'indépendance, de culture et de traditions. Le PS occupe un espace de politique étrangère délaissé par le gouvernement. Il s'agit de sensibiliser l'opinion publique au tiers-monde latino-américain. Lors des campagnes présidentielles de 1974 et de 1981, l'Amérique latine est présente dans le programme électoral officiel du candidat socialiste, quoique de façon marginale par rapport aux questions européennes. Lors d'une conférence de presse en 1979, François Mitterrand accuse le gouvernement de se désintéresser de la situation en Amérique centrale. Et le parti adopte une résolution sur la coopération et l'aide au tiers-monde lors de sa « Convention nationale sur la situation internationale ».

Ce discours latino-américain du Parti socialiste permet de présidentialiser le candidat socialiste, d'accroître le poids du PS sur la scène internationale et de satisfaire un courant tiers-mondiste au sein du parti. Les contacts entre socialistes français, socialistes chiliens et castristes ont permis de « gauchiser » opportunément l'image de François Mitterrand. Comme on l'a dit, le programme de l'Unité populaire de Salvador Allende n'est pas étranger au Programme commun de 1972. Par la suite, la participation du Parti socialiste aux campagnes contre les dictatures militaires latino-américaines permet au parti de se poser en défenseur des droits de l'homme, en leader des partis socialistes du « Sud », et confère à François Mitterrand une stature internationale de grand démocrate, capable de dialoguer avec tout le monde.

Dans le même temps, le discours socialiste sur l'Amérique latine est empreint de tiers-mondisme, d'anti-impérialisme et de références à la notion de développement, de coopération et d'aide aux peuples du tiers-monde. Il faut insister ici sur les liens très forts entre les milieux tiers-mondistes, anticolonialistes, anti-américanistes et socialistes. Le discours du Parti socialiste sur l'Amérique

latine s'inscrit dans une large mesure dans la continuité des luttes anticoloniales des années 1950-1960 et dans le prolongement du tiers-mondisme des années 1970. Il est, du reste, porté par des penseurs comme Régis Debray – qui apparaît dans l'organigramme officiel de la campagne de François Mitterrand en 1974 –, Alain Touraine ou encore Didier Motchane. On ne doit pas oublier non plus l'impact de l'ouvrage d'Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, sur toute une génération de militants socialistes. L'ouvrage paraît d'abord en espagnol en 1971, puis en français en 1981 chez Plon dans la collection « Terre humaine ». Véritable bible du latino-américanisme, il développe l'idée d'une exploitation des richesses de l'Amérique latine par les États coloniaux européens depuis le XVI^e siècle, puis par les États impérialistes depuis le XIX^e siècle. Censuré par les militaires en Uruguay et au Chili, il marque un épisode essentiel dans la pensée latino-américaine en France et a un important retentissement sur les exilés politiques latino-américains et les intellectuels français proches du Parti socialiste. Ce discours tiers-mondiste du PS n'est cependant pas incompatible avec la position pro-occidentale des instances partisans – le Parti socialiste de François Mitterrand ne revendique pas pour autant un non-alignement ou la recherche d'une « troisième voie » péroniste – et il n'empêche pas le premier secrétaire de se rendre aux États-Unis en décembre 1980 pour défendre « l'eurosocialisme », les libertés politiques et les nationalisations.

Ainsi, il existe bien un tropisme, voire une véritable « passion » de la gauche socialiste française pour l'Amérique latine dans les années 1970-1980, qui se manifeste à différents niveaux au sein du Parti socialiste. L'Amérique latine est à la fois un laboratoire d'expériences socialistes diverses, un modèle, une source d'inspiration, un objet de combats politiques et d'actions de solidarité aux côtés des syndicats et des milieux associatifs, l'expression d'un discours militant sur le tiers-monde. La présence et le poids des exilés latino-américains en France sont, à cet égard, décisifs. On est frappé, par ailleurs, par l'extrême proximité entre le Parti socialiste et certains « partis frères », comme avec le PS chilien ou l'UCR argentine. Mais la politique latino-américaine du PS est aussi une pratique à usage interne. Elle permet de donner un positionnement au parti, de critiquer la politique gouvernementale, de se poser en leader d'un socialisme latin ou du « Sud » – et de concurrencer au passage l'influence du Parti socialiste ouvrier espagnol et du PS portugais –, d'intervenir sur le plan des droits de l'homme, dans le combat pour la démocratie, et aussi de légitimer certaines stratégies politiques, comme celle de l'union de la gauche.